

vaient pu établir l'identité, et dont le nom, par conséquent, n'était pas marqué d'une croix, ont pu voter pour le maire dans chaque quartier où ils étaient inscrits.

Ce système prêtant, par conséquent, à l'arbitraire, et même entre des mains peu scrupuleuses, au favoritisme, on cherche le moyen de le remplacer par un nouveau système exempt de ces inconvénients. Mais, aux dernières nouvelles, on en était réduit à chercher tout simplement un palliatif, comme celui d'indiquer sur la liste électorale le domicile de chaque électeur—ce qui n'est pas chose facile pour les employés de l'Hôtel de Ville, même avec l'aide de l'Almanach des Adresses—ou bien d'exiger le serment de chaque électeur, chose qui compliquerait et retarderait beaucoup la votation.

A notre sens, il n'y a qu'une manière de s'en tirer, c'est d'amender la loi et de la rendre d'une application claire, simple et sans contestation possible. Cela peut se faire de deux manières, de tendances fort divergentes, que nous nous contenterons d'indiquer sans prendre parti pour l'une ni l'autre, quant à présent. On peut : 1o donner droit de vote pour l'élection du maire à chaque électeur dans chaque quartier où il est inscrit sur la liste électorale. Ce serait le vote plural—imité des Belges—en faveur des propriétaires ou des commerçants, hommes de professions etc., qui ont des intérêts dans plusieurs quartiers.

On peut encore : 2o n'admettre à voter pour l'élection du maire que les électeurs résidant dans la ville, en ne donnant le droit de voter pour le maire que dans l'arrondissement de votation où l'électeur a son domicile. Ce serait l'exclusion des électeurs non-résidants ; mais, après tout, le maire représente la population de Montréal et il n'y aurait pas, dans cette exclusion, d'injustice patente envers les gens qui résident *extra muros*. Ceux-là auraient toujours le droit de voter pour l'élection des échevins, c'est-à-dire qu'on ne leur enlèverait aucune part du contrôle réel qu'ils ont le droit d'exercer sur l'administration civique ; mais le maire élu ainsi serait, plus encore qu'aujourd'hui, le représentant des citoyens de Montréal.

Comme il n'y aura pas d'élection municipale en 1895, on a le temps de discuter ces deux propositions assez longuement pour faire un choix auquel l'on demanderait à la législature de donner force de loi, à la session de 1895.

UNE EXPOSITION UNIVERSELLE A MONTRÉAL

Nous avons déjà dit un mot du projet de tenir une exposition universelle—ou, plus modestement, internationale, à Montréal en 1896. Nous avons rencontré, depuis, le directeur de notre compagnie d'exposition, M. S. C. Stevenson, et nous lui avons demandé ce qu'il y avait de sérieux dans ce projet.

Le projet, nous a-t-il répondu, est très sérieux ; les personnages qui l'ont mis à l'étude sont des gens d'expérience en ces sortes de choses, qui sont prêts à y mettre un fort montant de capitaux et qui y consacreront tout le temps, l'énergie et l'intelligence nécessaire. M. Stiles, leur représentant, a été l'agent du gouvernement anglais à l'exposition de Chicago et à celle de San Francisco. Dans l'exercice de ses fonctions à ces deux expositions, il s'est trouvé en contact avec beaucoup d'exposants et avec les agents des différentes puissances et c'est de ses conversations avec ces personnes qu'a surgi l'idée de l'exposition internationale de Montréal.

Un certain nombre de ces exposants lui ont déjà promis leur concours ; d'autres, dont la spécialité est l'organisation d'expositions, se sont associés avec lui. Il a, par conséquent, sous la main, un noyau tout formé, autour duquel gravitera le reste de l'exposition.

Montréal est admirablement placé pour tenir une exposition universelle ; c'est la métropole commerciale et industrielle du Canada ; c'est la tête de la navigation maritime du pays ; elle est le centre d'un territoire assez peuplé pour garantir une foule considérable de visiteurs. Elle est à portée, par chemin de fer, de tous les centres des Etats-Unis qui ont l'habitude de lui envoyer leurs touristes tons les étés et qui lui enverront pendant l'exposition, leur population qui peut s'offrir un voyage de quelques heures.

Vous me dites, poursuivait M. Stevenson, que le temps est bien court pour s'y préparer, d'ici à 1896. Eh bien, voyez ce qu'on a fait pour l'exposition de San Francisco. L'idée de tenir une exposition d'hiver à San Francisco n'est née que pendant celle de Chicago, vers le mois d'août 1892 et, d'abord, on ne croyait guère qu'elle pût être profitable. San Francisco est située à 8 jours de chemin de fer des parties les plus peuplées des Etats-Unis ; elle ne pouvait compter, par conséquent, ni sur les visiteurs de l'est de l'Amé-

rique, ni sur ceux d'Europe, tandis que Montréal aura les uns et les autres ; elle n'a rien au-delà de son étroit territoire borné à l'est par les Montagnes Rocheuses, à l'ouest par l'Océan Pacifique. Et cependant l'exposition était organisée le 1er janvier 1893 et elle a parfaitement réussi, avec quatre mois seulement de préparation.

Ainsi présentée, l'exposition universelle de Montréal prend des couleurs très séduisantes. Avant de nous prononcer définitivement à ce sujet, nous nous proposons d'étudier plus à fond les ressources dont M. Stiles et ses associés peuvent disposer et celles sur lesquelles ils peuvent compter, leurs plans, et leurs méthodes d'affaires. Mais nous ne pouvons pas cacher que le projet nous paraît renfermer des possibilités d'un immense intérêt pour la ville et pour le pays.

Melbourne a bien eu son exposition internationale ; pourquoi pas Montréal ? Le Canada vaut bien l'Australie.

Quelle magnifique occasion de montrer à nos voisins du sud et à nos frères de l'est l'immense variété de nos ressources naturelles, de nos richesses inexploitées, qui n'attendent pour fleurir au grand soleil que la pluie d'or de leurs capitaux ; et de leur faire en même temps constater les progrès de notre industrie, les trésors de notre agriculture, de notre élevage, de notre exploitation forestière !

Quelle occasion splendide pour nos industriels de mesurer les progrès de leurs concurrents, en comparant sur place nos produits avec ceux de l'étranger !

Nos négociants y trouveraient toutes les facilités possibles pour se mettre en relations avec les exportateurs dont ils écoulent les produits au Canada.

Et nos ouvriers, quelle bonne aubaine pour eux ; dans une période qui d'après les apparences, serait autrement une période de décroissance dans l'activité industrielle, ils verraient la plus dévorante activité régner pendant un an ou dix huit mois !

On nous dit que les promoteurs de l'exposition espèrent recevoir environ un million de piastres en subventions diverses. S'ils offrent les garanties nécessaires, il ne nous paraît pas impossible qu'ils obtiennent cette somme ; la cité de Montréal ne pourrait pas leur refuser \$100,000, dût-on les emprunter pour cela ; le gouvernement provincial devrait doubler cette somme ; nous demanderions le reste au gouverne-